



# Consultation publique de l'Arcep

23 juillet 2025 au 26 septembre 2025

## Établissement du plan national de numérotation et de ses règles de gestion

### Réponse d'Orange

Version publique

Contact : [segolene.chatelin@orange.com](mailto:segolene.chatelin@orange.com)

Lien vers les documents en consultation :

[Consultation plan national de numérotation](#)

# 1 Réponses aux questions

Question 1 : Avez-vous des commentaires relatifs à la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général, et aux conditions d'attribution, de renouvellement et d'utilisation qui s'y rapportent ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 2 : Que pensez-vous des règles d'altération du numéro d'appelant proposées par l'Arcep lorsque les opérateurs n'ont pas la possibilité de s'assurer de l'authenticité du numéro d'appelant mobile présenté lors d'un appel arrivant sur leurs interconnexions internationales entrantes ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

En complément, Orange estime que l'opérateur français « *signataire* » de l'appel devrait apporter sa signature MAN en C et s'assurer (voire l'ajouter si nécessaire) que la marque de la provenance internationale de l'appel est présente dans le champ PANI.

Ce marquage du numéro appelant français mobile accompagné de l'appel d'origine internationale serait le critère principal d'identification de ce type d'appels.

Ces informations sont disponibles à la fois chez l'opérateur signataire et l'opérateur de terminaison. En l'état actuel des choses, il n'est pas évident qu'il soit plus efficace de confier la tâche d'altération du FROM à l'un plutôt qu'à un autre.

Orange estime qu'il y a au moins deux types de traitement de ces appels afin de protéger les consommateurs sans interrompre l'acheminement de l'appel qui peut être légitime :

- altération : remplacement du numéro présenté par un numéro banalisé à définir ;
- anonymisation : ne pas présenter le numéro appelant sur le terminal du client final appelé.

Question 3 : Que pensez-vous de la valeur (« 99 99 99 99 99 ») de l'identifiant d'appelant banalisé proposée par l'Arcep ? L'utilisation de cette valeur présenterait-elle des difficultés techniques ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

Question 4 : Que pensez-vous de la recommandation formulée par l'Arcep d'altérer le numéro d'appelant (avec la valeur « 99 99 99 99 99 ») pour les situations dans lesquelles les opérateurs ne seraient pas en mesure de retransmettre les informations d'authentification apposées dans la signalisation de l'appel, afin d'éviter toute usurpation ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

Question 5 : Que pensez-vous des règles proposées par l'Arcep pour encadrer la modification par un opérateur de l'identifiant d'appelant ou d'émetteur ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

Question 6 : Que pensez-vous de l'interdiction proposée par l'Arcep de toute délégation d'affichage portant sur un numéro mobile ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 7 : Que pensez-vous de l'application d'un délai de réaffectation d'un numéro à un utilisateur final, lorsque ce numéro a été résilié à l'initiative d'un opérateur, qui soit compris entre 45 et 120 jours ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 8 : Que pensez-vous de l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant et des conditions associées à l'utilisation de tels numéros en tant qu'identifiant d'appelant ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

En complément, Orange n'émet pas d'objection à l'affichage du numéro d'urgence (numéros courts tels que 15, 17, 18, ...) comme identifiant d'appelant lorsque les centres de réception des communications d'urgence rappellent une personne qui les a contactés. En revanche, Orange souligne le risque très élevé d'usurpation ou d'usage abusif, ce qui rend nécessaire la mise en place d'une solution impliquant et appliquée par l'ensemble des opérateurs de filtrage des appels sortants, afin de réserver cet usage exclusivement aux centres d'appels autorisés par le CCED.

Il est également important de souligner que, dans tous les cas, les opérateurs ne pourront pas distinguer le type d'appel (rappel d'une personne ayant contacté le centre ou appel initial). Il revient donc à la responsabilité des centres d'appels autorisés de présenter le numéro court d'urgence uniquement dans les cas d'usage appropriés.

Question 9 : Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante « S » hors TVA est strictement supérieure à 0,167 € par minute ou strictement supérieure à 0,417 € par appel ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

Question 10 : Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 11 : Que pensez-vous, lors d'une résiliation sans portage, de l'obligation de restituer un numéro précédemment porté à l'opérateur attributaire au terme du délai de réaffectation ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 12 : Que pensez-vous de la limitation du nombre de préfixes RIO attribuables par opérateur à un ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

Question 13 : Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents pour les territoires de Guadeloupe, Martinique et Mayotte ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 14 : Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents vérifiés pour les territoires de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 15 : Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux préfixes de routage, à la fois pour les numéros polyvalents et les numéros mobiles, pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 16 : Que pensez-vous de la réduction à 100 000 numéros de la granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 17 : Que pensez-vous des évolutions relatives à l'attribution et à l'utilisation des codes R1R2 ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

En complément, Orange recommande de maintenir la valeur 99 du code R1R2 exclusivement pour marquer l'origine internationale d'un appel et souhaite que l'Arcep en fasse une véritable obligation afin de taguer les appels émis et provenant de l'international vis-à-vis de l'ensemble des acteurs.

Ce marquage est le critère principal d'identification de ces appels d'origine internationale, quel que soit le numéro appelant, français ou étranger. Cette obligation d'identification de l'origine internationale de l'appel permettra de leur appliquer les conditions auxquelles ces appels sont soumis : conditions réglementaires, techniques, tarifaires (notamment sur les SVA majorés), lutte contre le « *faux roaming* ».

En particulier, en ce qui concerne la lutte contre le « *faux roaming* », il est nécessaire que la provenance internationale soit obligatoirement indiquée pour assurer l'efficacité du dispositif d'altération du numéro appelant proposé dans la question 2. À défaut, l'éventuelle altération pourrait ne pas être appliquée correctement, sans que cela soit détectable par les opérateurs avals de la chaîne.

Concernant l'opérateur qui doit apposer cette marque, il est difficile de le fixer par rapport à une définition d'interconnexion internationale (cf. remarque complémentaire d'Orange – paragraphe 2).

De plus en plus d'opérateurs proposent simultanément des services en France et à l'international (avec parfois des numéros français qui leur sont attribués). Aussi, dans certains cas, il devient compliqué, pour des appels émis à l'étranger et à destination de la France, d'identifier proprement une interconnexion internationale. Ces opérateurs peuvent, par exemple, rapatrier ce trafic par des trunks SIP.

Il revient à l'opérateur qui connaît la provenance internationale de ce trafic d'apposer cette marque, soit parce qu'il le reçoit par une interconnexion internationale, soit parce qu'il fournit le service à des clients situés à l'étranger.

Le dispositif MAN impose que tout le trafic à destination des clients français, et notamment le trafic émis depuis l'étranger, soit signé pour être acheminé vers les clients français.

La signature MAN en C n'étant pas dédiée aux seuls cas d'appels d'origine internationale, le marquage de la provenance internationale dans la signalisation SIP avec le code R1R2 est le seul gage d'identification exhaustive de ces appels dans l'ensemble des équipements et SI des réseaux des opérateurs permettant le traitement adapté à ce type de trafic. En l'absence de ce marquage systématique, il est probable que des flux d'appels d'origine internationale soient dirigés vers des acheminements qui s'en affranchissent afin d'atteindre les clients finaux français.

L'opérateur qui connaît l'éventuelle provenance internationale d'un appel est l'opérateur qui signe l'appel (en C) et il nous semble opportun que l'obligation d'apposer la marque internationale lui soit faite, par l'application du code R1R2 = 99 dans le champ PANI de la signalisation de l'appel.

Question 18 : Que pensez-vous de la suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 19 : Que pensez-vous de l'interdiction, d'ici au 1er juillet 2028, des mises à disposition de numéros ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

Question 20 : Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage fournis par un autre opérateur ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

Question 21 : Que pensez-vous de la suppression de l'obligation de transmettre annuellement des rapports d'utilisation et de mise à disposition

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

Question 22 : Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de ces éléments dans le cadre d'une restitution de numéros spéciaux et courts ?

Orange s'aligne sur la position de la FFT relative à la réponse apportée à cette recommandation. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

Question 23 : Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture d'un document attestant de l'habilitation du demandeur par l'entreprise dès lors que celui-ci n'est pas employé par cette société et qu'il demande un identifiant d'accès pour le compte de cette dernière ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 24 : Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse postale de l'équipement ainsi que l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéros territorialisés et de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 25 : Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse physique du point de signalisation pour toute demande d'attribution de CPSN ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

Question 26 : Avez-vous des commentaires relatifs à la modification du type de contacts à fournir à l'appui d'une demande d'attribution ?

Orange n'exprime aucune objection à cette recommandation.

## 2 Observations complémentaires

Demande complémentaire relative aux conditions générales d'utilisation (Annexe 1 - paragraphe 2.2.2a)

Nous souhaiterions interpellier l'Arcep à propos des conditions d'utilisation en tant qu'identifiant de l'appelant présenté à l'appelé ou de l'émetteur présenté au destinataire du message.

Orange a constaté que, dans le cadre de certaines campagnes de démarchage, le rappel du numéro présenté ne permettait pas d'identifier clairement le commanditaire des appels. Cette opacité nuit à la transparence pour les appelés et complique la traçabilité pour les opérateurs. Afin d'y remédier, plutôt que le terme « *rappeler* », Orange propose de préciser que le numéro appelant présenté doit permettre de recontacter et d'identifier l'utilisateur à l'origine de l'appel ou du message, ou l'organisation qu'il représente. Cette précision vise à renforcer la fiabilité de l'information affichée au destinataire.

La proposition d'Orange de modification des conditions générales d'utilisation, au paragraphe 2.2.2 a) est la suivante :

« *Conditions d'utilisation*

*Le numéro de téléphone français présenté à l'appelé ou au destinataire du message doit satisfaire l'ensemble des conditions suivantes :*

- être conforme à la structure des numéros définie par le présent plan de numérotation ;*
- être issu d'une partie du plan ayant fait l'objet d'une allocation par l'Arcep ;*
- avoir fait l'objet d'une attribution par l'Arcep et d'une affectation à un utilisateur ;*
- permettre, pendant la période d'affectation ou d'utilisation du numéro de téléphone, de **recontacter et d'identifier** ~~de rappeler~~ l'utilisateur à l'origine de l'appel ou du message, ou l'organisation qu'il représente. »*

#### Demande complémentaire sur les ressources mobiles e\*message

Orange s'aligne sur la demande complémentaire de la FFT relative aux ressources mobiles e\*message. La réponse de la FFT est jointe en partie 3 de cette réponse.

#### Remarque complémentaire sur le projet de définition de l'interconnexion internationale entrante (Annexe 1- Paragraphe 1.2.3)

L'ajout de la définition de l'interconnexion internationale entrante proposée par l'Arcep ne nous apparaît pas refléter la réalité de l'ensemble des cas qui peuvent se présenter.

Par exemple, des opérateurs internationaux se sont fait attribuer des ressources de numérotation française mais n'opèrent pas pour autant des interconnexions nationales en France et remettent des appels en provenance de l'international, y compris avec des numéros appelants français, sur une cascade plus ou moins longue d'interconnexions internationales avec d'autres transitaires. Le dernier transitaire international de cette cascade propose l'arrivée en France, c'est-à-dire qu'il assure en aval la remise de l'appel sur le marché français par une interconnexion internationale entrante avec un ou plusieurs opérateurs domestiques. C'est cet opérateur qui ajoute la signature MAN et qui doit apposer le PANI avec le code R1R2 = 99.

Dans cette cascade, plusieurs opérateurs peuvent être attributaires de ressources de numérotation françaises. Avec la définition proposée, il pourrait y avoir plusieurs interconnexions internationales entrantes, ce qui crée une confusion pour définir quel est l'opérateur responsable de l'entrée de l'appel d'origine internationale sur le marché national.

Pour Orange, le critère d'identification d'un opérateur comme attributaire de ressources françaises n'est donc pas pertinent pour qualifier le type d'interconnexion nationale ou internationale.

\*\*\* \*\*

\*\*\* \*\*



### 3 Réponse FFT



## **Consultation publique de l'Arcep**

23 juillet 2025 - 26 septembre 2025

Établissement du plan national de numérotation et de ses  
règles de gestion

Réponse de la Fédération Française des Télécoms

Contact : [mpassariello@fftelecoms.org](mailto:mpassariello@fftelecoms.org)

Lien vers le document en consultation : [Établissement du plan national de numérotation et de ses règles de gestion  
- CONSULTATION PUBLIQUE - Du 23 juillet 2025 au 26 septembre 2025](#)

## 4 Prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires

### 4.1 Création d'une catégorie de numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général

**Question 1. Avez-vous des commentaires relatifs à la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général, et aux conditions d'attribution, de renouvellement et d'utilisation qui s'y rapportent ?**

Observations : Aucun consensus n'ayant été trouvé entre les opérateurs, aucune réponse commune n'est apportée sur ce point.

### 4.2 Accompagner et sécuriser la mise en œuvre du mécanisme d'authentification du numéro d'appelant

#### 4.2.2 Altération du numéro d'appelant pour les appels provenant de l'étranger présentant un numéro mobile qui n'a pas pu être authentifié

**Question 2. Que pensez-vous des règles d'altération du numéro d'appelant proposées par l'Arcep lorsque les opérateurs n'ont pas la possibilité de s'assurer de l'authenticité du numéro d'appelant mobile présenté lors d'un appel arrivant sur leurs interconnexions internationales entrantes ?**

Observations : Les opérateurs soutiennent l'initiative de l'Arcep visant à sécuriser la mise en œuvre du mécanisme d'authentification du numéro d'appelant et d'altérer le champs FROM pour les appels en provenance de l'international qui n'ont pas pu être authentifiés.

Ils rappellent, que dans la chaîne d'acheminement en France d'un appel international, deux acteurs ont un rôle clé dans l'éventuel traitement de l'identifiant d'appelant :

- L'opérateur « signataire MAN » qui reçoit l'appel d'un opérateur international et le « signe » en « C » (origine internationale) dans le cadre du MAN pour le compte de l'opérateur de départ situé hors de France.

- L'opérateur d'arrivée qui termine l'appel et qui le présente à son client final appelé.

Les éventuels transitaires présents dans la chaîne se doivent d'acheminer l'appel entre l'opérateur signataire et l'opérateur de terminaison à condition que l'appel soit dûment signé MAN sans modifier la signalisation de l'appel (ce qui est toujours le cas, ces appels sont signés en C).

Cependant, compte tenu du retour d'expérience limité et de la complexité de la solution, une décision ne doit pas être prise dans la précipitation. Un arbitrage fondé sur une expertise technique approfondie est nécessaire pour garantir une analyse objective, complète et proportionnée des impacts pour toutes les parties prenantes.

En conséquence, la Fédération invite donc l'Arcep à laisser la communauté des opérateurs définir précisément la solution et les responsabilités associées.

**Question 3. Que pensez-vous de la valeur (« 99 99 99 99 99 ») de l'identifiant d'appelant banalisé proposée par l'Arcep ? L'utilisation de cette valeur présenterait-elle des difficultés techniques ?**

Observations : Les opérateurs alertent l'Arcep que l'utilisation de cette valeur soulève des difficultés techniques majeures, susceptibles d'entraîner l'interruption des appels compte tenu du fait que la valeur retenue par l'Autorité ne relève pas du Plan National de Numérotation et nécessiterait une attribution par l'UIT.

Ils estiment que l'utilisation de l'indicatif pays +33 suivi de la valeur "9 99 99 99 99", ou, du préfixe 0 associé à la même valeur au format national, constituerait une solution techniquement plus aisée à mettre en œuvre.

#### *4.2.3 Recommandation d'altération du numéro d'appelant pour les situations où les informations d'authentification du numéro ne pourraient être conservées*

**Question 4. Que pensez-vous de la recommandation formulée par l'Arcep d'altérer le numéro d'appelant (avec la valeur « 99 99 99 99 99 ») pour les situations dans lesquelles les opérateurs ne seraient pas en mesure de retransmettre les informations d'authentification apposées dans la signalisation de l'appel, afin d'éviter toute usurpation ?**

Observations :

Les opérateurs soutiennent l'objectif de l'ARCEP visant à prévenir tout risque d'usurpation lorsque la retransmission des informations d'authentification apposées dans la signalisation d'un appel d'origine nationale est impossible.

Toutefois, la recommandation d'altérer systématiquement le numéro d'appelant doit être envisagée avec prudence et dans une perspective graduelle.

En effet, il est établi que des usages frauduleux massifs de numéros mobiles français ont été constatés pour des appels en provenance de l'international. En revanche, un tel phénomène n'est pas avéré pour les appels d'origine domestique en signés B ou C.

Concernant l'attestation B, il y a lieu de mener à terme les travaux en cours visant à mettre fin aux appels attestés en B, conformément à l'échéance fixée la fin du T2 2028, incluant :

- le déploiement de la délégation d'affichage d'ici fin 2027 ;
- la suppression du stock de numéros mis à disposition à l'échéance du fin T2 2028, conformément au plan de numérotation ;
- la migration des ressources de numérotation et, le cas échéant, la migration ou reconfiguration des équipements chez certains opérateurs et leurs clients, au plus tard fin T2 2028).

Concernant l'attestation C, il convient de disposer d'un retour d'expérience concret sur le mécanisme d'altération, notamment pour le traitement des faux roaming out « non camélisables<sup>1</sup> », préalablement à toute généralisation. Cette approche est conforme aux recommandations formulées par l'APNF.

Au regard de l'ensemble des éléments, les opérateurs invitent l'Arcep à supprimer, de son projet de décision, la recommandation d'altérer systématiquement le FROM pour les appels signés en B ou C (à l'exception des numéros

---

<sup>1</sup> [Norme 3GPP 29.078 - Customised Applications for Mobile network Enhanced Logic \(CAMEL\)](#)

mobiles français en provenance internationale). Une mise en œuvre immédiate, même à titre de recommandation, serait susceptible de perturber les travaux inter-opérateurs engagés depuis plusieurs mois.

Il est proposé de laisser la communauté des opérateurs définir, de manière proportionnée et au regard des informations disponibles, les mécanismes de protection appropriés, jusqu'à la fin du T2 2028, date à partir de laquelle on ne devrait plus constater d'appels attestés en B.

## 5 Renforcer la protection des consommateurs

### 5.1 Renforcement des conditions d'utilisation d'un numéro comme identifiant d'appelant ou d'émetteur de messages

**Question 5. Que pensez-vous des règles proposées par l'Arcep pour encadrer la modification par un opérateur de l'identifiant d'appelant ou d'émetteur ?**

Observations : Les opérateurs seront en mesure de satisfaire l'obligation proposée par l'ARCEP qu'une fois que la délégation d'affichage aura été effectivement implémentée par l'ensemble des opérateurs, ou, à tout le moins, dès lors qu'une part significative du trafic national sera couverte par ce mécanisme.

Ils estiment que la mise en œuvre de cette délégation nécessitera encore plusieurs années, de sorte qu'il n'est donc pas raisonnable d'envisager une application de cette proposition à compter de la publication de la décision au Journal officiel de la République française. Il est également rappelé que la délégation d'affichage ne concerne que les numéros fixes français.

**Question 6. Que pensez-vous de l'interdiction proposée par l'Arcep de toute délégation d'affichage portant sur un numéro mobile ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

### 5.2 Délai de réaffectation d'un numéro après résiliation à l'initiative de l'opérateur

**Question 7. Que pensez-vous de l'application d'un délai de réaffectation d'un numéro à un utilisateur final, lorsque ce numéro a été résilié à l'initiative d'un opérateur, qui soit compris entre 45 et 120 jours ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

### 5.3 Affichage des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant

**Question 8. Que pensez-vous de l'autorisation d'afficher des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant et des conditions associées à l'utilisation de tels numéros en tant qu'identifiant d'appelant ?**

Observations : Les opérateurs considèrent que l'affichage des numéros d'urgence en tant qu'identifiant d'appelant requiert l'établissement d'une liste claire, exhaustive, à jour et opposable des identifiants d'accès habilités à présenter un tel numéro.

Cette démarche relève d'une action de la part des autorités publiques. La transmission officielle de ces listes dédiées aux opérateurs est indispensable pour garantir la cohérence et la fiabilité du dispositif.

Les membres de la FFT alertent l'Arcep que la mise en œuvre, par les opérateurs, du mécanisme de Délégation d'Affichage constitue un prérequis nécessaire à l'apposition d'une signature de niveau « A » pour tout appel présentant un numéro d'urgence.

### 5.4 Présentation de numéros courts généralistes à tarification majorée en tant qu'identifiant de l'appelant

**Question 9. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante « S » hors TVA est strictement supérieure à 0,167 € par minute ou strictement supérieure à 0,417 € par appel ?**

Observations : Les opérateurs comprennent l'objectif de protection des consommateurs poursuivi par l'interdiction d'utiliser comme identifiant d'appelant un numéro court dont la composante "S" hors TVA excède 0,167 € par minute ou 0,417 € par appel.

Toutefois, cette disposition soulève des difficultés concrètes de mise en œuvre. En effet, la présentation de numéros courts généralistes à tarification majorée comme identifiant d'appelant entraîne, pour une majorité d'opérateurs, des problèmes d'implémentation technique, notamment en raison de la nécessité de contrôler en temps réel la conformité des numéros utilisés. Elle pose également une difficulté de lisibilité et de contrôle pour les opérateurs, qui doivent gérer et actualiser en permanence la liste de ces numéros afin d'éviter toute erreur ou blocage inapproprié.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de préciser les modalités pratiques de mise en œuvre, afin de garantir la cohérence et l'efficacité du dispositif. Ils proposent d'appliquer cette obligation aux opérateurs affectataires des numéros courts et un contrôle pourrait être applicable au cas par cas et *a posteriori* au niveau de la facturation des appels le cas échéant.

## **6 Prévenir les pénuries et améliorer la gestion de la rareté**

### *6.1 Utilisation effective des ressources attribuées*

**Question 10. Que pensez-vous de la proposition de l'Arcep d'obliger les opérateurs à affecter un premier numéro à un utilisateur final dans un délai d'un an après la notification de la décision d'attribution du bloc correspondant ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

### *6.2 Restitution à l'opérateur attributaire des numéros après résiliation sans portage*

**Question 11. Que pensez-vous, lors d'une résiliation sans portage, de l'obligation de restituer un numéro précédemment porté à l'opérateur attributaire au terme du délai de réaffectation ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

### *6.3 Limitation de la quantité attribuable de préfixes RIO*

**Question 12. Que pensez-vous de la limitation du nombre de préfixes RIO attribuables par opérateur à un ?**

Observations : Les opérateurs comprennent que, dans le contexte de la fin de la mise à disposition des ressources, le nombre global d'opérateurs devra être corrélé à la disponibilité des préfixes RIO des numéros polyvalents et spéciaux.

Les opérateurs considèrent qu'il serait préférable attribuer un seul préfixe RIO uniquement aux nouveaux opérateurs, tout en maintenant une certaine souplesse pour les acteurs déjà établis ce qui permettra de libérer progressivement d'autres codes RIO.

### *6.4 Allocation de nouvelles séries et de nouveaux sous-blocs de numéros polyvalents à la Guadeloupe, à la Martinique et à Mayotte*

**Question 13. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents pour les territoires de Guadeloupe, Martinique et Mayotte ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

#### *6.5 Allocation de nouvelles séries de numéros polyvalents vérifiés en outremer*

**Question 14. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux numéros polyvalents vérifiés pour les territoires de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

#### *6.6 Allocation de nouveaux préfixes de routage des numéros polyvalents et nouveaux préfixes de routage des numéros mobiles en outremer*

**Question 15. Que pensez-vous de l'allocation de nouveaux préfixes de routage, à la fois pour les numéros polyvalents et les numéros mobiles, pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

#### *6.7 Granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue en outremer*

**Question 16. Que pensez-vous de la réduction à 100 000 numéros de la granularité d'attribution des numéros polyvalents de longueur étendue et des numéros mobiles de longueur étendue pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

#### *6.8 Évolution des codes R1R2 utilisés pour l'identification des réseaux mobiles*

**Question 17. Que pensez-vous des évolutions relatives à l'attribution et à l'utilisation des codes R1R2 ?**

Observations : Les opérateurs émettent une réserve technique concernant l'évolution des règles d'utilisation et d'attribution des codes R1R2.

Si aucune opposition ne serait à formuler pour les valeurs 97 et 99, l'ampleur des modifications techniques des SI de facturation, concernant l'attribution des codes R1R2 existants, est telle que l'obligation envisagée n'est pas proportionnée, notamment concernant les difficultés d'implémentation liées aux réseaux 2G/3G, qui seront de toute manière fermés à partir de 2028. Les opérateurs estiment nécessaire de conserver à minima la valeur 01 pour le fixe

#### *6.9 Suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel*

**Question 18. Que pensez-vous de la suppression des préfixes d'accès à des services de réseau privé virtuel ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

### **7 Préciser l'utilisation des ressources en numérotation**

### 7.1 Gestion des numéros mis à disposition

**Question 19. Que pensez-vous de l'interdiction, d'ici au 1er juillet 2028, des mises à disposition de numéros ?**

Observations : Les opérateurs sont favorables à cette proposition. A défaut d'une date imposée par l'ARCEP, les attestations B perdureront ce qui irait à l'encontre du MAN.

Toutefois, ils recommandent que la mise à disposition des numéros mobiles à longueur étendue (15 D) prenne fin à compter de juillet 2028. Néanmoins, ils estiment nécessaire que les numéros attribués avant cette échéance soient maintenus pour une période transitoire. Un calendrier provisoire sera bientôt partagé avec l'Autorité.

Les opérateurs estiment pertinent de réduire la granularité d'attribution des tranches, en la limitant à 100 000 numéros, plutôt qu'à des blocs d'un million.

### 7.2 Conditions d'utilisation des préfixes de routage

**Question 20. Que pensez-vous de l'interdiction d'utiliser des préfixes de routage fournis par un autre opérateur ?**

Observations : Les opérateurs sont favorables à la suppression de l'usage de préfixes de routage fournis par un autre opérateur. Ils considèrent toutefois qu'il est indispensable que l'interdiction de l'utilisation de ces préfixes prenne effet concomitamment à la fin de toute mise à disposition de numéros (autres que les mobiles à longueur étendue), soit à partir de la fin du T2 2028.

## 8 Simplifier, clarifier, harmoniser et améliorer les processus

### 8.1 Rapports transmis à l'Arcep

**Question 21. Que pensez-vous de la suppression de l'obligation de transmettre annuellement des rapports d'utilisation et de mise à disposition ?**

Observations : La préparation du rapport de mise à disposition constitue une charge substantielle pour les opérateurs et requiert un délai de 6 à 8 semaines avant transmission. Dès lors que l'ARCEP entend subordonner les attributions de ressources à la fourniture de ce rapport, les opérateurs considèrent que cette suppression pourrait engendrer des délais supplémentaires aux nouvelles attributions des ressources de numérotation, incompatibles avec les exigences opérationnelles pour disposer de nouveaux numéros.

### 8.2 Arrêt effectif des services pour les numéros spéciaux et courts

**Question 22. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de ces éléments dans le cadre d'une restitution de numéros spéciaux et courts ?**

Observations : Avant de demander à l'ARCEP la restitution d'un numéro court ou d'un bloc de numéros spéciaux, l'opérateur affectataire doit d'abord procéder à sa fermeture technique dans le RSVA. Pour cela, il doit être l'exploitant de l'ensemble des numéros du bloc, aucun d'eux ne devant avoir été porté vers un autre opérateur.

La consultation de l'annuaire inversé des numéros spéciaux et courts permet de vérifier que le numéro court ou un des numéros du bloc concerné est bien fermé. En effet, un numéro quelconque d'un bloc de numéros spéciaux n'apparaît comme fermé dans le RSVA que si l'ensemble du bloc auquel il appartient a été fermé.

### 8.3 Fiabilisation des demandes d'attribution, de renouvellement, de restitution, d'abrogation et de transfert de ressources en numérotation

**Question 23. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture d'un document attestant de l'habilitation du demandeur par l'entreprise dès lors que celui-ci n'est pas employé par cette société et qu'il demande un identifiant d'accès pour le compte de cette dernière ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

#### *8.4 Localisation des équipements techniques*

**Question 24. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse postale de l'équipement ainsi que l'adresse postale du point d'interconnexion pour chaque demande de numéros territorialisés et de préfixes de routage de numéros polyvalents et mobiles ?**

Observations : Aucun consensus n'ayant été trouvé entre les opérateurs, aucune réponse commune n'est apportée sur ce point.

**Question 25. Avez-vous des commentaires relatifs à la fourniture de l'adresse physique du point de signalisation pour toute demande d'attribution de CPSN ?**

Observations : Aucun consensus n'ayant été trouvé entre les opérateurs, aucune réponse commune n'est apportée sur ce point.

#### *8.5 Fourniture de contacts fonctionnels chez les opérateurs*

**Question 26. Avez-vous des commentaires relatifs à la modification du type de contacts à fournir à l'appui d'une demande d'attribution ?**

Observations : Les opérateurs n'émettent aucune objection à cette recommandation.

---

#### **Observations supplémentaires :**

---

---

#### **Isolation et meilleure visibilité des ressources mobiles E\*Message**

Le caractère spécifique du trafic lié aux services de radiomessagerie justifierait un traitement distinct dans le Plan National de Numérotation par l'Arcep, à l'instar de ce qui a été réalisé pour les numéros polyvalents vérifiés.

Une telle mesure présenterait plusieurs avantages :



1. Elle permettrait d'assurer une communication plus claire auprès des consommateurs et des opérateurs, en facilitant la distinction de cette tranche de numéros.
  2. Elle contribuerait à préserver la lisibilité du plan de numérotation et à renforcer la transparence sur l'usage des ressources.
  3. Elle garantirait le maintien du caractère « sanctuarisé » des tranches 06 et 07, réservées aux communications interpersonnelles entre deux personnes.
-